



ÉLECTIONS 2014

# NOTRE PROGRAMME POUR L'EUROPE

VERSION FRANÇAISE



<b>PARTIE I : PRINCIPES ET MISE EN ŒUVRE .....</b>	<b>2</b>
<b>Principes politiques.....</b>	<b>2</b>
1. Adopter une forte voix verte pour le Luxembourg en Europe.....	2
2. Donner la priorité à la protection de l'environnement et du climat.....	3
3. Renforcer les normes sociales, les droits des consommateurs et l'environnement.....	4
4. Pratiquer la transparence au lieu du lobbying.....	4
5. Faire passer les droits du citoyen avant le commerce, même sur Internet.....	5
6. Construire une Europe pour la paix, l'intégration et la tolérance.....	5
<b>PARTIE II : RENOUELER ET SOLIDARISER L'EUROPE.....</b>	<b>7</b>
<b>L'Europe a besoin d'un « Green New Deal ».....</b>	<b>7</b>
1. Promouvoir la renaissance de l'industrie pour une Europe durable.....	7
2. Jeter les bases d'une Europe sociale.....	8
3. Garantir la solidarité, la solidité et la durabilité.....	8
4. Maîtriser le secteur financier.....	9
5. Assurer une imposition juste et efficace.....	9
<b>Notre foyer : notre planète .....</b>	<b>11</b>
6. Hisser le changement climatique et la crise écologique au rang de priorités.....	11
7. Instaurer une politique européenne du climat et de l'énergie.....	11
8. Placer la durabilité au cœur des discussions.....	12
9. Donner la priorité à la circulation verte.....	12
10. Protéger la santé.....	13
11. Agriculture: préférer l'alimentation aux agrocarburants.....	13
12. Proposer de meilleurs aliments pour une vie meilleure.....	14
13. Rendre notre agriculture écologique.....	14
14. Rejeter les aliments génétiquement modifiés.....	15
15. Plus de poissons dans la mer.....	15
16. Protéger les animaux.....	15
<b>La responsabilité de l'Europe dans le monde.....</b>	<b>17</b>
17. Prendre les droits de l'homme au sérieux.....	17
18. Instaurer une politique de paix.....	18
19. Fonder une politique d'asile et d'immigration.....	19
20. Aborder le changement climatique.....	19
21. Bâtir une politique de voisinage et l'élargissement de l'Union.....	20
22. Adopter une politique de sécurité alternative.....	20
23. Entretien des relations commerciales internationales.....	21
<b>Pour une démocratie vivante .....</b>	<b>22</b>
24. Egalité entre femmes et hommes.....	22
25. Faire participer les citoyennes et citoyens aux prises de décision.....	22
26. Renforcer le rôle des député-e-s.....	23
27. Lutter contre la corruption et la fraude.....	23
28. Augmenter les ressources propres du budget de l'Union.....	24
29. Établir une Charte numérique des droits fondamentaux.....	24
30. Préserver l'état de droit.....	24
31. Instaurer une réforme démocratique verte de l'Union.....	25
32. Pour une culture vivante.....	25
33. Sports.....	26

## **Chères électrices, chers électeurs,**

déi gréng placent l'environnement, les droits du citoyen, la paix, l'emploi pour tous, la prospérité et la justice sociale au cœur de la politique européenne du Luxembourg. Le programme actuel se base sur le travail effectué ces cinq dernières années, durant lesquelles les députés verts, unis, ont pris les devants au Parlement européen et ont souvent fait pencher la balance en faveur d'améliorations environnementales, sociales et budgétaires. Sous l'impulsion des Verts, il a également été possible de mettre en place un meilleur contrôle des lobbies et de créer un code de conduite pour les députés européens.

L'Union européenne a permis d'instaurer la paix en Europe et de faire en sorte que les peuples de 28 pays travaillent main dans la main afin de relever ensemble les défis à venir. L'Europe reste notre avenir, mais la politique actuelle de l'UE, souvent menée par une majorité conservatrice et libérale, présente de nombreuses lacunes : de plus en plus, les bases naturelles de la vie, la protection de l'environnement ainsi que les droits sociaux et les droits civils des citoyens passent à la trappe. Il nous faut apporter un nouvel élan tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle européenne, afin de faire progresser les idéaux de la politique verte dans un monde globalisé.

De même, la crise économique et financière de ces dernières années a montré qu'il était nécessaire de renforcer la coopération politique dans l'Union européenne. Cela s'applique à l'interaction démocratique entre le Conseil, la Commission européenne et le Parlement européen, mais aussi à la solidarité entre les États membres de l'UE.

déi gréng aspirent à une Europe unie qui soit gérée de manière démocratique et qui écarte les intérêts des lobbies. À une Europe qui appuie son économie et son approvisionnement en énergie sur des principes écologiques et durables. À une Europe unie, juste et solidaire qui défend avant tout l'intérêt commun, préserve la vie privée de ses citoyennes et citoyens et protège les droits et la dignité des réfugiés.

Le 25 mai, vous vous prononcerez pour dire qui représentera le Luxembourg au Parlement européen et, ce faisant, vous déterminerez son orientation politique. Nous militons avec conviction pour une nouvelle unité européenne et pour la cohésion des peuples en Europe, de sorte que nous envoyons un message clair au populisme antieuropéen de droite : l'Europe doit changer, mais elle reste notre avenir commun. Participez au changement.

# PARTIE I : PRINCIPES ET MISE EN ŒUVRE

## Principes politiques

### 1. Adopter une forte voix verte pour le Luxembourg en Europe

Ces dernières années, le Parlement européen a gagné en influence, principalement grâce à l'extension de la codécision : désormais, il décide d'égal à égal avec les gouvernements européens des questions politiques et aspects de la vie des Européens. C'est pourquoi il est important de savoir comment les intérêts luxembourgeois seront représentés au Parlement européen.

déi gréng veulent réorienter la politique européenne du Luxembourg. Notre pays dépend, plus que tout autre, de l'évolution future de l'Union européenne. Or, dans plusieurs secteurs économiques et budgétaires, le Luxembourg est aujourd'hui perçu comme un opposant au renforcement de la collaboration européenne et a de plus en plus terni sa réputation, qui constituait pourtant son principal atout dans sa politique extérieure. Cet isolement découle aussi directement du manque de transparence et du poids déterminant de puissants lobbies industriels et bancaires dans la politique européenne du Luxembourg.

déi gréng placeront la politique européenne au cœur du débat politique au Luxembourg et amélioreront nettement sa transparence et son contrôle démocratique. La politique européenne du Luxembourg doit viser à protéger les intérêts du pays et de ses citoyennes et citoyens à long terme tout en se fondant sur ses atouts. Parallèlement, le Luxembourg doit résolument faire face aux défis européens et mondiaux tels que la protection du climat, le chômage des jeunes, les normes sociales élevées et la réglementation financière. C'est en effet la seule manière de restaurer notre image et de renforcer notre poids politique.

Seul, le Luxembourg ne sera pas en mesure de survivre sur l'échiquier européen et doit éviter de s'isoler sur le plan de la politique européenne. Nous devons bâtir des alliances plus fortes, tant à l'échelle des gouvernements de l'UE qu'au sein du Parlement européen. En règle générale, notre pays doit agir de manière plus constructive et mieux s'affirmer dans les questions liées aux politiques environnementale et sociale : nous devons faire face aux défis que présentent l'économie financière et le changement climatique. Plutôt que d'adopter une attitude de blocage, nous devrions, avec nos partenaires européens, mieux contrôler l'économie financière et limiter le changement climatique.

Nous sommes, précisément parce que nous sommes un petit pays au sein de l'Union, tributaires d'une transparence et d'un fonctionnement démocratique des processus institutionnels. C'est pourquoi notre politique européenne devrait plutôt consolider le rôle du Parlement que celui du conseil des gouvernements dans la prise de décision. L'avenir de l'UE ne peut être déterminé dans les coulisses par des chefs de gouvernement. Nous souhaitons également mieux impliquer les citoyennes et citoyens dans la politique européenne par l'initiative citoyenne européenne, mais aussi en donnant plus de poids aux organisations non gouvernementales et aux syndicats, ainsi qu'en leur accordant une participation dans la politique européenne.

déi gréng accorderont plus de place et de poids à la politique européenne dans le débat politique au Luxembourg et amélioreront sensiblement sa transparence et son contrôle démocratique. Nous voulons instaurer une meilleure politique européenne et pour ce faire :

- organiser une consultation entre les député-e-s nationaux et les député-e-s européens luxembourgeois dans le cadre d'une commission parlementaire sur la politique extérieure et la politique européenne afin de discuter des nouvelles propositions pertinentes de la Commission européenne. Cela permet de discuter en amont et à un stade précoce des projets de directives et de règlements et de

consolider la position de négociation du gouvernement au Conseil européen. Ce processus impliquera aussi les ONG, les syndicats, les associations d'entreprises et d'autres acteurs sociaux afin de réfléchir à temps sur les stratégies à mettre en œuvre ;

- rendre transparente la position du Luxembourg au Conseil européen au niveau des groupes de travail et des réunions du Conseil pour pouvoir en informer immédiatement les citoyennes et citoyens ;
- permettre aux député-e-s de mieux remplir leurs tâches de contrôle de la politique européenne du Luxembourg ;
- organiser si possible les élections européennes à des dates autres que les élections nationales ;
- accorder davantage de moyens à la société civile luxembourgeoise pour l'aider à remplir sa tâche de contrôle de la politique européenne du Luxembourg. En raison de leurs compétences linguistiques, de nombreux Luxembourgeois exercent un rôle précieux dans les fédérations européennes et le gouvernement devrait soutenir ces « ambassadeurs » de manière ciblée ;
- établir un registre national des lobbies pour rendre plus transparent le travail des représentations d'intérêts et en assurer un meilleur contrôle. Les groupes d'intérêts souhaitant s'adresser au gouvernement et aux député-e-s nationaux ou européens devront indiquer dans ce registre quelles activités ils entendent poursuivre et quels moyens financiers ils comptent y allouer.

## **Renforcer le Luxembourg dans son rôle de centre politique de l'Europe**

Outre Bruxelles, Luxembourg est l'une des principales capitales européennes. déi gréng s'engagent pour que toutes les institutions et administrations européennes sises à Luxembourg y restent. Mais pour qu'elles continuent d'y prospérer, encore faut-il que le Luxembourg fasse en sorte d'y améliorer les conditions de travail. Cela demande d'une part d'accélérer en permanence les échanges de données entre les différents sites des institutions européennes au Luxembourg, et d'autre part de promouvoir davantage le développement des lignes ferroviaires afin que le Luxembourg soit mieux relié au réseau ferroviaire international à grande vitesse. Cela s'applique tout particulièrement à la liaison avec Bruxelles.

## **2. Donner la priorité à la protection de l'environnement et du climat**

Les mouvements antieuropéens et les lobbies industriels sectoriels portent de plus en plus préjudice aux normes européennes en matière de qualité de l'air et de l'eau ainsi que de protection de la nature.

Nous voulons protéger et continuer de développer la politique commune dans les domaines de l'environnement et du climat, car elle préserve notre santé et notre qualité de vie. Notre gouvernance doit se fonder sur la durabilité. Plutôt que de rechercher l'argent facile et de piller sans scrupules les ressources épuisables, nous souhaitons axer les politiques économique et budgétaire sur l'intérêt commun et la promotion de la justice sociale. Nous ne voulons pas travailler contre mais en harmonie avec la nature et plaçons les êtres humains, le climat et l'environnement au cœur de nos préoccupations.

L'efficacité énergétique permet de réduire la dépendance aux importations de gaz et de pétrole. Elle présente un potentiel économique pour les prestataires de techniques efficaces ainsi que des possibilités d'économie pour les consommateurs d'énergie. La Commission européenne confirme qu'une hausse de 20 % de l'efficacité énergétique représenterait une

économie de près de 200 milliards d'euros et rendrait superflues des centaines de centrales à combustibles fossiles ou de centrales nucléaires dans l'Union. La mise en œuvre et une nouvelle amélioration de la directive négociée par notre député européen vert Claude Turmes relative à l'efficacité énergétique de l'Union restent notre priorité, outre notre engagement pour le développement des énergies renouvelables, d'un air pur, d'une meilleure protection de l'eau et d'une politique de production ménageant les matières premières.

### **3. Renforcer les normes sociales, les droits des consommateurs et l'environnement**

Le marché intérieur européen a renforcé les entreprises européennes et les a préparées à la mondialisation. Il est capital pour l'économie luxembourgeoise. Toutefois, déi gréng s'opposent fermement à ce que le marché intérieur serve à alléger les normes sociales et écologiques. Nous aspirons à un marché intérieur qui saisisse ses chances en termes d'innovation, de qualité de vie et de progrès et qui ne cherche pas à profiter du dumping social et environnemental.

Il faut mettre un terme aux salaires scandaleusement bas et aux conditions de travail dégradantes pour les employés du secteur du bâtiment, de la transformation de la viande, des services relatifs aux bâtiments, etc. Il est impératif de combattre le dumping social dans l'Union européenne et de supprimer les dérogations aux normes sociales.

Le marché intérieur ne peut remettre en question la protection d'un service public abordable de qualité : par exemple, en ce qui concerne l'approvisionnement en eau, l'élimination des déchets, la performance des transports publics, les services de santé ou d'éducation, les services sociaux ou culturels. Pour le garantir, notamment les communes doivent disposer dans leurs prises de décisions de suffisamment de marge de manœuvre. Dompter une libéralisation totale des marchés demande également de mieux protéger le consommateur : l'étiquetage des produits alimentaires doit viser à protéger et à mieux informer les consommatrices et les consommateurs. Il n'est pas non plus acceptable de laisser régner des conditions de fabrication et de production abusives, indécentes ou présentant un danger pour la santé. C'est pourquoi nous militons pour garantir la transparence de l'étiquetage et le respect de normes écologiques, sociales et de commerce équitable. Il faut obliger les entreprises à consigner et à publier leurs conditions de production écologiques et sociales, y compris les chaînes d'approvisionnement. C'est en effet la seule manière pour nous de pouvoir choisir consciemment au quotidien les bons produits et les bonnes entreprises.

Actuellement, un partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) est en phase de négociation entre les États-Unis et l'Union européenne. déi gréng s'opposent au manque de transparence dans ces négociations et contrecarreront la suppression des normes en vigueur en Europe au nom de la protection de la santé, de l'environnement et des droits civils.

### **4. Pratiquer la transparence au lieu du lobbying**

Nous voulons une Europe où les citoyennes et citoyens puissent avoir confiance dans les représentants politiques qu'ils ont élus, parce que ces derniers s'attachent à servir l'intérêt public et pas les intérêts des lobbies.

Notre objectif consiste à gouverner de manière ouverte et transparente dans toute l'Europe, à l'échelle locale comme à l'échelle nationale et européenne. Créer plus de transparence dans les procédures consultative et décisionnelle permet aux citoyennes et citoyens de mieux comprendre la politique et les encourage à s'y impliquer. La transparence contribue à

limiter l'influence des lobbyistes et reste le meilleur moyen pour lutter contre la corruption. Grâce à un registre de transparence européen contraignant, nous souhaitons améliorer le contrôle des lobbies dans les capitales aussi. Le recours aux ressources financières et personnelles pour le lobbying à Bruxelles doit impérativement être limité. Nous souhaitons développer les exigences correspondantes en matière de publication.

De même, nous souhaitons également établir un registre à l'échelle nationale pour créer une plus grande transparence et assurer un meilleur contrôle du travail des représentations d'intérêts. Il existe dans les capitales des pays membres, que ce soit à Berlin, Paris, Londres ou Luxembourg, un lobbying déloyal encore plus fort que celui pratiqué à Bruxelles et à Strasbourg.

## **5. Faire passer les droits du citoyen avant le commerce, même sur Internet**

déjà gréng considèrent que la protection des données constitue un droit civil fondamental et moderne. À l'ère numérique, la démocratie vit du fait que les citoyennes et citoyens décident d'eux-mêmes de la gestion de leurs données, que la sphère privée soit préservée et que l'égalité d'accès à Internet soit garantie à tous. Seule une bonne protection des données, harmonisée à l'échelle européenne, telle qu'elle a été proposée par le rapporteur vert au Parlement européen et telle qu'elle fait aujourd'hui l'objet de négociations avec les gouvernements, nous permettrait de protéger efficacement les droits des citoyennes et citoyens et d'exiger des normes internationales strictes.

La surveillance des institutions européennes par les services secrets, même celle menée par les États membres de l'UE, est inacceptable et doit être stoppée par des réglementations internationales. Nous exigeons une révision du travail des services secrets par tous les pays membres et des engagements pour mettre un terme aux espionnages mutuels. Il faut impérativement interdire aux entreprises de transférer ou de transmettre des données de citoyennes et citoyens européens vers des pays tiers si elles ne respectent pas les règles strictes de protection des données en vigueur dans l'UE.

En outre, nous réclamons un engagement résolu de l'Union européenne pour instaurer des mesures de protection internationales contre le cyberharcèlement et la cybercriminalité. En effet, ces phénomènes ont toujours plus d'influence sur le quotidien des citoyennes et citoyens de l'UE et ne peuvent être enrayés à l'échelle nationale.

## **6. Construire une Europe pour la paix, l'intégration et la tolérance**

Les revendications visant à expulser des citoyennes et citoyens de l'Union en prétextant à tort qu'ils profitent des prestations sociales sont non seulement populistes mais aussi illicites en Europe. La liberté dont disposent les travailleurs de pouvoir s'installer là où ils pensent trouver du travail n'est pas seulement un acquis fondamental de l'UE : elle augmente notre performance économique et la capacité à financer les systèmes sociaux. Cet avantage est particulièrement tangible au Luxembourg, plus qu'ailleurs.

Partout en Europe, nous luttons contre tout type de discrimination portant sur l'identité sexuelle, l'appartenance religieuse ou la nationalité et réclamons des normes en matière de droit à l'avortement et d'euthanasie applicables dans toute l'Union. De nombreux pays membres ne reconnaissent pas le mariage entre personnes du même sexe ou le contrat d'union, de sorte que certains couples sont considérés comme des célibataires. Cela restreint de facto le droit de choisir librement son lieu de résidence, de séjour et de travail. C'est pourquoi nous exigeons une reconnaissance des contrats d'union et des mariages entre personnes du même sexe dans toute l'Union.

La participation égale des femmes aux fonctions décisionnelles est plus que jamais nécessaire, d'où notre soutien à la proposition de l'Union européenne d'introduire un quota strict de femmes au sein des conseils de surveillance des grandes entreprises. Mais il faut aussi garantir une parité obligatoire dans la composition des comités directeurs des institutions européennes, par exemple à la Banque centrale européenne. Les partis et les gouvernements nationaux doivent adopter des mesures favorisant la parité homme/femme, par exemple en introduisant des listes électorales paritaires pour les élections européennes.

L'échange de jeunes scolarisés, d'étudiants et d'apprentis en Europe constitue un outil efficace pour lutter contre l'intolérance, les stéréotypes nationaux et le racisme. Il est capital de continuer à déployer des efforts dans ce sens car ils contribuent à affaiblir les partis populistes et extrémistes marginaux. De même, nous voulons proposer aux réfugiés demandant l'asile des normes communes et justes dans l'ensemble de l'Union afin de permettre une politique d'asile digne et solidaire.

D'ores et déjà, le Luxembourg participe aux efforts de réparation des dommages de guerre, par exemple en prenant part aux opérations de déminage : nous, déi gréng, soutenons cette initiative. Nous souhaitons cependant aussi développer le savoir-faire du ministère des Affaires étrangères dans la prévention de conflits. C'est pourquoi nous proposons d'inscrire les questions liées aux droits de l'homme et à la géopolitique dans le cadre d'une coopération entre l'Université du Luxembourg et les instituts créés par les gouvernements précédents et de nous associer, le cas échéant, à un institut européen pour la paix renommé ou de mettre en place une collaboration concrète entre un tel institut et l'Université du Luxembourg.



# **PARTIE II : RENOUVELER ET SOLIDARISER L'EUROPE**

## **L'Europe a besoin d'un « Green New Deal »**

Dans le contexte actuel de crise, l'Union européenne n'a pas tenu sa promesse de progrès social. Cela s'explique par un manque d'harmonisation dans la gestion de la crise financière, durant laquelle la plupart des gouvernements européens et des député-e-s européens ont imposé une politique d'austérité aveugle et une politique de rigueur aux dépens des droits sociaux.

Au lieu d'effectuer aveuglement des économies sur les plans social et écologique, déi gréng proposent, ensemble avec le parti Vert européen, le « Green New Deal », qui présente trois approches cohérentes de la durabilité :

- durcir la réglementation de l'industrie financière afin de la mettre au service de l'économie réelle ;
- transformer nos économies grâce à de nouvelles solutions éco-efficaces pour faire face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement ;
- lutter contre le chômage, la pauvreté et toute autre sorte d'injustice sociale.

### **1. Promouvoir la renaissance de l'industrie pour une Europe durable**

Nous voulons faire de l'économie européenne une pionnière mondiale dans l'utilisation efficace de l'énergie et des ressources en recourant aux énergies renouvelables plutôt qu'aux énergies fossiles et aux combustibles nucléaires. Cette offensive pour développer une industrie durable verte permettra de créer de nombreux emplois dans divers secteurs.

L'industrie et l'artisanat sont des partenaires essentiels pour entreprendre cette transformation verte axée sur l'innovation. Pour ce faire, il nous faut : établir des règles qui favorisent l'écoconception, améliorer l'accès aux marchés publics, encourager l'investissement, promouvoir les petites et moyennes entreprises, contribuer à mieux financer l'éducation, la recherche et le développement. Nous devons également promouvoir l'esprit d'entreprise et la démocratie sur le lieu de travail.

Après la politique d'austérité de ces dernières années, qui non seulement a duré trop longtemps, mais qui, en plus, a entraîné un recul marqué des investissements, il est grand temps d'investir à nouveau dans les secteurs clés de l'UE, à savoir les infrastructures et les réseaux.

Les programmes de modernisation des logements existants, les investissements dans l'éolien, l'énergie solaire et l'industrie qui les fournit, le développement des réseaux (électricité, données et rail) doivent faire partie intégrante des priorités. Dans ce contexte, le projet de créer une Communauté européenne pour les énergies renouvelables revêt une importance capitale afin de réduire notre dépendance aux combustibles fossiles.

déi gréng saluent le fait que la Banque européenne d'investissement (BEI), la première banque publique d'investissement au monde, sise au Kirchberg, a procédé en 2013 à une révision à la hausse, chiffrée à 30 milliards d'euros, des crédits qu'elle a octroyés, pour investir à nouveau dans l'économie et les infrastructures de l'UE, après le recul marqué des crédits accordés en 2011 et en 2012.

Il faudrait continuer à revoir à la hausse l'octroi de crédits ces prochaines années, par exemple en combinant, de manière intelligente, les possibilités découlant du budget

européen, des fonds structurels et des fonds consacrés à la recherche. La place financière luxembourgeoise devrait tirer parti des recoupements existant entre les institutions financières européennes, les fonds d'investissement sis au Grand-Duché et la Bourse luxembourgeoise afin de devenir le site d'investissement clé de l'économie de l'UE dans le domaine du financement des jeunes entreprises innovatrices.

## **2. Jeter les bases d'une Europe sociale**

La justice sociale est une valeur fondamentale pour l'Europe. Or ces trente dernières années, les disparités se sont creusées en termes de revenu et de prospérité. Le manque de réformes structurelles, les mesures d'austérité et l'absence d'investissements dans l'avenir n'ont fait qu'aggraver la situation, de sorte qu'un nombre croissant d'Européennes et d'Européens n'ont désormais plus accès aux soins de santé de base.

L'une des causes profondes des inégalités réside dans le chômage largement répandu, notamment parmi les jeunes. Les mesures politiques telles que la « garantie européenne pour la jeunesse » ne seront d'aucune aide tant qu'elles ne bénéficieront pas d'un financement adéquat. Encore faut-il qu'elles s'accompagnent avant tout d'une politique de création d'emplois.

L'Europe doit mettre un terme au dumping social, par exemple aux contrats « zéro heure » qui ne mentionnent aucune durée fixe de travail, aux minijobs et aux stages abusifs. déi gréng plaident pour des normes sociales minimales, notamment en termes de qualité et de sécurité de l'emploi, de revenus, de système de soins publics et de retraites. Nous réclamons une meilleure portabilité des droits sociaux entre les différents pays membres.

Nous souhaitons renforcer les syndicats de travailleurs tout comme le droit des travailleurs à participer aux processus décisionnels. Si l'on veut éviter de monter les travailleurs les uns contre les autres dans les différents États membres, il faut renforcer les conventions collectives transfrontalières, instaurer des comités d'entreprise européens et harmoniser progressivement les salaires minimum nationaux. La Banque centrale européenne doit absolument hisser l'emploi au rang de ses priorités politiques. Pour créer l'Europe de l'inclusion, nous devons aussi combattre la pauvreté des enfants grandissante et le sans-abrisme.

L'Union européenne doit, pour garantir l'équilibre social de l'Europe, gérer la fuite massive des cerveaux des régions périphériques et l'exploitation des travailleurs migrants. Pour ce faire, il est impératif de reconnaître le droit fondamental à la libre circulation.

déi gréng prônent l'émancipation des femmes dans la société et la vie économique. Le principe « à travail égal, salaire égal » doit devenir une norme à l'échelle de l'Union, tout comme la représentation paritaire entre hommes et femmes dans les conseils d'administration. Avoir une famille ne devrait pas constituer de handicap pour progresser dans sa carrière professionnelle, ni pour les femmes ni pour les hommes.

## **3. Garantir la solidarité, la solidité et la durabilité**

Nous refusons le « pacte de compétitivité » qui fait actuellement l'objet de discussions au Conseil européen car il contribue à aggraver la crise. Ce pacte vise à européeniser le démontage du système social qui a été testé dans les laboratoires des pays européens en crise (Irlande, Grèce, Portugal, Espagne, Chypre) sous le contrôle de la « troïka ». Les solutions qu'il propose vont dans le mauvais sens car elles conduisent à des diminutions de salaire, à une atrophie des systèmes de protection sociale et à une privatisation des biens publics. La viabilité financière doit s'accompagner d'une durabilité forte aussi bien au niveau

social qu'au niveau écologique. L'austérité aveugle telle qu'elle a été imposée dans la récente crise économique ne permet pas de sortir de la crise.

Nous devons, pour lutter contre le surendettement, trouver un équilibre entre l'allègement nécessaire de la dette et des mesures de protection sociale impératives ainsi que des programmes d'investissement. L'Union européenne devrait aborder le thème du désendettement en créant un Fonds européen d'amortissement de la dette.

#### **4. Maîtriser le secteur financier**

Cinq ans après le début de la crise financière, nos systèmes financiers restent toujours dominés par des banques d'importance systémique dont l'insolvabilité pourrait menacer l'ensemble de nos économies. Les plans de sauvetage des banques ont coûté des milliards aux contribuables européens. Cela ne doit plus jamais se reproduire. Nous avons besoin d'un secteur financier porteur, diversifié, de taille raisonnable et au service de la société en Europe, c'est-à-dire d'un secteur qui contribue à garantir des investissements durables dans l'économie réelle.

Nous exigeons une séparation entre les banques d'investissement et le marché du crédit et des dépôts. déi gréng ont largement contribué à ce que les produits financiers qui ne présentent aucun intérêt pour l'économie réelle mais qui peuvent déstabiliser le système financier peuvent être retirés du marché européen. Nous voulons garantir que les consommatrices et les consommateurs bénéficient d'un conseil avisé et indépendant pour toutes les prestations financières proposées.

déi gréng plaident pour une réglementation des services financiers afin que les dispositions financières soient plus démocratiques, plus strictes, moins compliquées et moins bureaucratiques. Cette réglementation doit prendre en compte la taille et le modèle d'entreprise des institutions financières et ne plus encourager à la concentration du marché au détriment des petites banques.

Les Verts européens ont activement contribué à stabiliser les banques européennes : en interdisant les ventes à découvert, en limitant les bonus bancaires, en instaurant la transparence des activités dans les paradis fiscaux et en renforçant la surveillance bancaire par la Banque centrale européenne. En outre, la surveillance bancaire doit désormais rendre des comptes devant le Parlement européen. Nous devons continuer sur cette voie. Nous prôtons une union bancaire dans laquelle la surveillance commune de nos banques est gérée par une seule et unique autorité et qui bénéficie d'un fonds commun pour restructurer les banques défailtantes ainsi que d'un système d'assurance pour des dépôts d'un montant de 100 000 euros maximum.

#### **5. Assurer une imposition juste et efficace**

Actuellement, la grande partie de la charge fiscale repose sur les citoyennes et citoyens les plus défavorisés ainsi que sur les petites et moyennes entreprises. Parallèlement, selon les estimations, l'UE perd près de mille milliards d'euros en raison d'évasion et de fraude fiscales. Notre objectif consiste à rétablir la justice fiscale et l'efficacité du système fiscal. Nous soutenons la taxe sur les transactions financières, même si des lobbies puissants s'opposent à ce projet.

Nous pensons que les grands groupes et les particuliers fortunés doivent apporter leur juste contribution au système. C'est pour cette raison que nous prôtons une approche européenne commune de l'impôt sur les sociétés, avec des taux plancher, et l'introduction d'un impôt sur la fortune coordonné dans toute l'UE. Nous soutenons la pression politique exercée contre l'évasion fiscale, la fraude fiscale et le secret bancaire.

En termes de dépenses, déi gréng luttent résolument contre les dépenses exagérées et les dépenses nuisibles à l'environnement, telles que les subventions pour les combustibles fossiles et nucléaires. Tout en tenant compte de règles clairement définies et réalistes en termes de respect des règles fiscales, la gestion commune de l'endettement public hérité du passé, dû à la création d'un fonds européen de la dette et à l'émission d'instruments de créances (euro-obligations), compte parmi les principales étapes à suivre pour garantir la durabilité des finances publiques. Pour relancer les économies en périodes de crise et préserver l'unité monétaire, nous plaidons pour une augmentation du budget de l'Union européenne de sorte qu'elle puisse, le cas échéant, soutenir la conjoncture de manière ciblée.

# Notre foyer : notre planète

## 6. Hisser le changement climatique et la crise écologique au rang de priorités

Le changement climatique et la perte de biodiversité ne sont pas uniquement synonymes de problèmes écologiques : ils représentent aussi un risque pour la vie humaine dans le monde. Face à la crise économique, la crise écologique a été reléguée au second plan. Or la situation est grave et il est crucial d'y apporter des solutions.

Le rôle des êtres humains dans l'apparition du changement climatique est tout aussi indéniable que les conséquences catastrophiques de notre inaction. Sans changement fondamental de nos modes de consommation et de production, le drame du changement climatique sera irréversible. La perte de la biodiversité croît de manière exponentielle, le pillage des ressources naturelles va bientôt dépasser les limites écologiques de notre planète et l'air et l'eau seront de plus en plus pollués, ce qui aura des conséquences dramatiques pour le bien-être des êtres humains.

Pour contrecarrer cette évolution, déi gréng mènent une politique d'utilisation efficace des ressources et encouragent le développement des énergies renouvelables. Celle-ci s'accompagne d'un mode de vie et de gestion de l'économie mettant un terme à la consommation à outrance de biens et donc de matières premières et d'énergie.

## 7. Instaurer une politique européenne du climat et de l'énergie

Nous voulons une politique volontariste dans les domaines du climat et de l'énergie, qui se fonde sur des initiatives européennes, nationales et régionales afin de garantir le respect des objectifs fixés en matière de climat. L'Europe ouvrirait ainsi la voie vers une transformation économique durable et enrayerait la catastrophe du changement climatique. La conférence des Nations unies sur le climat, prévue en 2015 à Paris (COP21), a pour ambition d'aboutir au premier accord mondial de lutte contre le réchauffement, mais l'heure tourne et l'Union européenne doit impérativement occuper un rôle de premier plan. Cela signifie que les objectifs actuels de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 doivent passer de 20 % à 30 %. Afin d'atteindre l'objectif d'une société climatiquement neutre jusqu'en 2050, il faudra réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030, par rapport à l'année 1990.

Il est indispensable de relancer l'échange de quotas d'émission de l'Union européenne et, pour ce faire, il faut qu'un prix raisonnable soit payé pour les émissions de CO<sub>2</sub>. Les entreprises doivent être encouragées à renoncer aux équipements ayant des impacts négatifs sur l'environnement. Les subventions publiques et les investissements destinés aux combustibles fossiles et nucléaires doivent être suspendus. Nous voulons investir dans des réseaux d'énergie européens qui relient entre elles les productions d'énergies renouvelables dans diverses parties du continent : ils amélioreraient ainsi la sécurité de l'approvisionnement en énergie tout en réduisant les coûts.

La seule manière de pouvoir mettre en place une économie qui se base presque entièrement sur les énergies renouvelables d'ici 2050 consiste à mener une politique énergétique cohérente, qui repose sur des économies d'énergie, sur l'efficacité énergétique ainsi que sur les énergies renouvelables. En conséquence, il est indispensable de fixer d'autres objectifs contraignants en termes d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables. Il est impératif de réduire de 40 % notre consommation d'énergie dans les quinze prochaines années et, parallèlement, d'augmenter notre part d'énergies renouvelables à 45 % d'ici 2030. Cela n'est

pas seulement indispensable pour limiter la hausse de la température moyenne mondiale à moins de 2 °C ; c'est aussi judicieux sur le plan économique, car c'est un moyen de relancer la conjoncture, de créer des emplois et de réduire la dépendance de l'Europe aux carburants onéreux. Aujourd'hui, l'Europe dépense chaque année deux fois plus pour ses importations d'énergies que pour la recherche et le développement.

Les industries du secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique ont su faire face à la crise économique actuelle et devraient donc être considérées comme une solution aux défis économiques plutôt que comme des obstacles.

L'énergie nucléaire coûte cher et présente de nombreux risques. Elle n'a aucune place dans ces scénarios d'avenir. Nous resterons fidèles à notre engagement absolu et à notre credo « L'énergie nucléaire ? Non, merci ! », afin de sortir du nucléaire en Europe. Il faut absolument arrêter immédiatement les centrales nucléaires les plus douteuses et suspendre les subventions directes et indirectes. En outre, nous continuerons de réclamer que les exploitants endossent la responsabilité totale de tout incident, même celle des conséquences des retombées radioactives causées par des accidents nucléaires.

Les gaz de schiste et tout autre carburant fossile non conventionnel ont des répercussions négatives sur la santé et l'environnement. Il est impératif d'interdire immédiatement la « fracturation hydraulique ». C'est pourquoi nous allons, avec la société civile et les personnes concernées, poursuivre notre campagne en faveur d'une telle interdiction. Il est grand temps d'interdire l'extraction de gaz de schiste.

## **8. Placer la durabilité au cœur des discussions**

La durabilité doit être au cœur de toute grande décision économique. Nous voulons que la protection de l'environnement, la biodiversité ainsi que le développement durable deviennent des priorités internationales. C'est pourquoi nous proposons de créer une organisation mondiale de l'environnement dans laquelle seraient réunies les différentes agences qui sont représentées au sein de l'ONU et dont le rôle serait élargi.

La qualité de vie ne peut être qu'approximativement mesurée à l'aide du revenu disponible. C'est pourquoi nous avons besoin de nouveaux indicateurs pour mesurer la prospérité durable et le bien-être, facteurs qui complètent le produit intérieur brut.

La variété de l'environnement naturel en Europe est extraordinaire et vaut bien plus que juste de l'argent. déi gréng savent que le développement durable signifie qu'il faut gérer intelligemment les ressources naturelles afin que nos enfants et nos petits-enfants puissent aussi profiter de la richesse naturelle. Or aujourd'hui, nous vivons au-dessus de nos moyens, nous consommons plus de ressources naturelles que nous ne pouvons en renouveler. Nous polluons l'air, le sol et l'eau parce que nous utilisons des substances nocives.

## **9. Donner la priorité à la circulation verte**

Les trafics aérien et routier comptent parmi les principales causes d'émissions de gaz à effet de serre, de pollution de l'air et du bruit. L'utilisation de combustibles fossiles rend l'Union européenne dépendante des importations d'énergie et de la hausse de leurs prix. déi gréng veulent promouvoir des moyens de transport durables et moins préjudiciables à l'environnement, tel le trafic ferroviaire. Les réseaux transeuropéens de transport (RTE-T) doivent donner la priorité au trafic ferroviaire plutôt qu'aux trafics routier et aérien, notamment pour le transport de marchandises. Améliorer l'efficacité énergétique des véhicules contribue à réduire les frais de carburant des citoyennes et citoyens européens. En outre, nous voulons accélérer les innovations afin de rendre plus intéressants les véhicules électriques.

## 10. Protéger la santé

En Europe, et également dans le monde, les avancées de la médecine moderne dans la lutte contre les maladies infectieuses, l'aide médicale d'urgence, les méthodes de diagnostic et les techniques chirurgicales ont contribué à faire progresser l'espérance de vie moyenne.

Cependant, les coûts des systèmes nationaux de santé, notamment ceux des soins de santé et des pensions d'incapacité précoces, ne cessent d'augmenter eux aussi. D'une part, l'évolution de ces coûts est liée à la prévalence accrue des maladies chroniques telles que les problèmes cardiovasculaires, les allergies, l'asthme, le diabète, les cancers, les maladies neurodégénératives, les maladies auto-immunes, etc. La progression de ces maladies ainsi que des allergies, de l'asthme et des TDAH chez les enfants et les adolescents s'explique essentiellement par l'hygiène de vie, l'alimentation et l'environnement.

Si le diagnostic précoce et les programmes nationaux de prévention, tels que les programmes antitabac, les campagnes alcool, les programmes axés sur l'alimentation et l'activité physique accroissent en importance, force est de constater que, tant au niveau de l'UE que des États membres, aucune véritable politique de la santé, de l'environnement et de la protection des consommateurs, axée sur la prévention, n'a encore réussi à s'imposer face aux intérêts des lobbies industriels et des associations économiques. Et c'est la raison pour laquelle la prévalence des maladies liées à l'environnement, causées par des substances chimiques, des métaux lourds, des pesticides et des rayonnements a augmenté plus fortement ces dernières années.

En coopération avec la société civile, les verts ont fait progresser la protection de l'environnement, du travail et de la santé en faisant interagir ces domaines entre eux au Parlement européen, en se battant souvent contre les intérêts des lobbies puissants des grands groupes industriels. Nous allons continuer à nous battre au Parlement européen pour imposer des normes environnementales et sanitaires plus strictes dans les domaines des substances chimiques, des pesticides, des rayonnements électromagnétiques, des nanotechnologies, etc. C'est la raison pour laquelle nous suivons les négociations visant à aboutir à des accords commerciaux internationaux d'un œil particulièrement critique. Il faut éviter que les normes européennes visant à protéger l'être humain et l'environnement ne soient vidées de leur substance.

déi gréng exigeront également que les organes d'experts de l'UE (tels que l'Agence européenne des médicaments EMEA, l'Autorité européenne de sécurité des aliments EFSA, le Comité scientifique des risques sanitaires et environnementaux SCHER, le Comité scientifique des risques sanitaires émergents et nouveaux SCENIHR) ne soient plus majoritairement dominés par des représentants des secteurs industriels.

déi gréng préconiseront également une meilleure prise en considération de la prévention, de l'environnement et de la santé non seulement dans le parcours d'études et la formation continue des médecins, mais également dans le domaine de la recherche. Il convient également de mener des recherches indépendantes sur des approches thérapeutiques reposant sur des médecines complémentaires, et, le cas échéant, de donner une meilleure reconnaissance à ces approches et de les promouvoir davantage.

## 11. Agriculture : préférer l'alimentation aux agrocarburants

Le carburant produit à partir de cultures alimentaires n'est pas une solution durable pour enrayer la crise climatique, la crise énergétique et la pauvreté. La combustion d'agrocarburants dans les moteurs de voiture a fait flamber les prix des denrées alimentaires. Les petits agriculteurs perdent leurs terres et les forêts tropicales sont détruites, ce qui menace la sécurité alimentaire de millions de personnes dans les pays en

développement. L'Union européenne ne devrait pas accentuer ces tendances en encourageant l'utilisation des terres pour les carburants. Il faut entièrement renoncer à l'utilisation des cultures alimentaires pour les carburants et, au lieu de cela, se concentrer sur des modèles de transport plus durables, et notamment sur une meilleure efficacité des véhicules ainsi que des carburants produits à partir de déchets.

Nous continuerons de nous engager résolument pour l'utilisation d'agrocarburants renouvelables de substitution qui ne proviennent pas de sources alimentaires et dont la production est strictement réglementée par des dispositions relatives à la protection du climat. De tels carburants peuvent par exemple être fabriqués à partir de déchets ménagers, de déchets de bois ou d'algues et ainsi moins peser sur le climat. Cependant, des modèles de transport durables et une meilleure efficacité des carburants apportent une solution à long terme.

## **12. Proposer de meilleurs aliments pour une vie meilleure**

Notre chaîne alimentaire fonctionne mal. L'agriculture industrielle prospère en utilisant des pesticides, des monocultures et des antibiotiques au détriment de notre santé, de l'environnement et de souffrances toujours plus nombreuses infligées aux animaux. Nous sommes sans cesse confrontés à de nouveaux scandales alimentaires qui, à juste titre, ont nourri l'incertitude des consommatrices et des consommateurs quant à l'origine des produits qu'ils consomment. Associés à la spéculation financière sur les aliments de base, les agrocarburants ont entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires et de la famine dans le monde.

Nous voulons promouvoir une grande variété de produits alimentaires durables, sains, savoureux et acceptables du point de vue éthique. Cela signifie qu'il faut encourager les chaînes de production régionales, l'agriculture biologique et l'importation de produits issus du commerce équitable provenant des pays en développement. Chaque année, l'Europe jette 90 millions de tonnes de denrées alimentaires, une quantité exorbitante ! Il faut absolument mettre un terme à ces pratiques. C'est pourquoi nous plaçons pour une réduction du gaspillage alimentaire grâce à une suppression des règles commerciales absurdes (par exemple sur la taille des pommes de terre ou la longueur des bananes), qui n'ont rien à voir avec la qualité nutritionnelle des aliments, ainsi qu'une suppression des subventions préjudiciables qui misent sur la quantité au lieu de la qualité de la production alimentaire.

Nous réclamons une bien meilleure sensibilisation aux questions nutritionnelles dans les cantines scolaires. La directive révisée relative aux marchés publics devrait servir à promouvoir avant tout les aliments produits localement issus de l'agriculture biologique dans les cantines publiques.

Les prescriptions actuelles relatives à l'étiquetage des denrées alimentaires ne fournissent pas suffisamment d'informations pour les végétaliens et les végétariens. De nombreux aliments, végétariens en apparence, contiennent des produits d'origine animale ; or ces informations ne sont pas clairement indiquées sur l'étiquette. C'est la raison pour laquelle de nombreux consommateurs exigeront des prescriptions harmonisées en matière d'étiquetage des produits végétaliens et végétariens, afin que les consommateurs de l'UE puissent choisir, en toute connaissance de cause, les produits qui correspondent à leur régime alimentaire.

## **13. Rendre notre agriculture écologique**

Notre agriculture doit être plus respectueuse du climat et plus durable. Le Parlement européen est désormais aussi en charge de la politique agricole commune (PAC) de l'UE. Cependant, lors de la récente réforme de la PAC, l'Europa a raté l'occasion de créer un modèle durable et respectueux de l'environnement pour notre agriculture et le développement rural. Nous devons mettre en place une répartition plus équitable des fonds



publics, mieux soutenir les petits agriculteurs, la production régionale et la vente régionale ainsi que l'agriculture biologique. Nous devons améliorer la fertilité des sols et supprimer les subventions à l'exportation attentatoires à notre agriculture afin de définitivement tourner le dos à la culture industrielle.

Nous rejetons toute nouvelle privatisation de semences et de matières végétales dans les législations sur les semences de l'UE. Nous allons poursuivre notre campagne pour prôner un accès équitable et illimité aux équipements de culture des plantes et pour rejeter le brevetage des végétaux et des animaux.

La perte de la biodiversité dans l'agriculture et le recours démesuré aux pesticides ont contribué à la destruction des habitats et au recul inquiétant de la population des abeilles et d'autres insectes, ce qui a détérioré le cycle naturel de pollinisation. Si nous voulons des fruits et des légumes régionaux et sains, nous devons donner une chance aux abeilles.

## **14. Rejeter les aliments génétiquement modifiés**

déi gréng s'opposent à l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) dans l'alimentation et l'agriculture. Nous poursuivrons notre lutte contre la culture d'OGM en Europe, pour l'utilisation d'aliments exempts d'OGM et pour l'interdiction de l'importation d'OGM dans l'alimentation des animaux.

Nous insisterons sur notre droit de pouvoir instaurer des règles européennes obligatoires et exigerons une obligation d'étiquetage OGM, même pour les importations provenant de l'extérieur de l'UE. Les consommatrices et consommateurs européens ont le droit de connaître la composition et la provenance de leurs aliments.

## **15. Plus de poissons dans la mer**

déi gréng ont joué un rôle majeur dans la création d'une politique commune durable de la pêche. La pratique actuelle consistant à rejeter dans la mer les prises accessoires conduit à un énorme gaspillage de denrées alimentaires : elle est donc interdite. Les stocks halieutiques sont mieux gérés et la capacité de flotte est mieux régulée. Dorénavant, il est possible non seulement de connaître la provenance du poisson mais aussi de savoir comment il a été capturé. Il reste encore beaucoup à faire pour mettre en place ces réformes et pour s'assurer que les lacunes ne seront pas exploitées. Nous continuerons de lutter pour de meilleurs contrôles de l'aquaculture intensive et fortement polluante et de nous engager pour que les activités régionales de pêche à petite échelle soient encadrées de manière plus équitable dans et en dehors de l'Union européenne.

## **16. Protéger les animaux**

Nous sommes connus pour notre engagement en faveur de la protection des animaux. Au Parlement européen, nos député-e-s sont en première ligne lorsqu'il s'agit de déployer des efforts pour obtenir de meilleures normes favorisant le bien-être des animaux. Avec les Verts européens, déi gréng se sont lancés dans une bataille contre les expérimentations animales régies par la législation européenne et continueront de la mener. Nous préconisons un élevage soucieux du bien-être des animaux, à savoir un mode qui n'encourage plus l'élevage de masse, qui revoie sérieusement à la baisse la durée du transport des animaux d'élevage et qui mette fin à l'exportation d'animaux vivants.

déjà gréng condamnent lourdement le « tourisme d'abattoir » de plus en plus courant en Europe ces dernières années et plaident à l'échelle européenne pour la « Campagne 8 heures » visant à limiter les temps de transport des animaux d'élevage à 8 heures maximum. En outre, ces transports sont uniquement effectués parce que certains pays appliquent de bas salaires dans les abattoirs. Cela illustre l'engrenage de l'exploitation sociale et écologique auquel nous devons mettre un terme en Europe.

Les atteintes récentes aux droits des animaux, en particulier dans le cadre de programme roumain de lutte contre la rage, soutenu par des fonds européens, montrent qu'il est urgent de doter l'Union européenne d'une loi européenne de protection des animaux pour garantir la dignité des animaux partout en Europe.

À l'échelle mondiale, l'Union doit être plus virulente dans sa lutte contre le commerce d'animaux sauvages et davantage s'impliquer pour imposer une protection des mammifères marins.

## La responsabilité de l'Europe dans le monde

L'Union européenne n'a souvent joué qu'à contrecœur sur la scène politique internationale et a bien souvent réagi plus qu'elle n'a agi. Nous voulons que l'Union européenne joue un rôle de premier ordre lorsqu'il s'agit de défendre l'équité et la solidarité ou de restaurer la paix au niveau global. Nous voulons que les pays membres parlent d'une voix dans la politique étrangère et la politique de sécurité. L'UE devrait tisser des partenariats solides et équitables avec les pays du Sud, visant à combattre les injustices au sein des et entre les sociétés grâce à une coopération internationale.

Comme le stipule l'article 208 du traité de Lisbonne, l'UE doit intégralement appliquer le principe de cohérence des politiques au service du développement défendu par l'Union européenne dans d'autres domaines politiques tels que la politique étrangère, la politique agricole ou la politique commerciale. L'UE et ses partenaires doivent impérativement collaborer afin d'apporter des solutions aux problèmes tels que le changement climatique, la prolifération des armes nucléaires et les conflits régionaux dans le monde. Seule une coopération démocratique, responsable et transparente sera crédible. Nous voulons que l'Union européenne encourage une gouvernance mondiale multilatérale et qu'elle renforce et réforme le rôle de l'ONU, l'état de droit et la responsabilité de protéger. Dans ce cadre, la prévention civile des conflits, qui permet d'identifier les conflits avant leur éclatement, et la résolution civile des conflits doit toujours prévaloir sur l'intervention militaire.

### 17. Prendre les droits de l'homme au sérieux

Grâce à la pression exercée par les Verts européens, un représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'homme a été nommé afin d'améliorer la visibilité de la politique de l'Union en matière de droits de l'homme.

L'Union européenne doit concrétiser ses promesses de respect des droits de l'homme, ce qui comprend un engagement absolu en faveur des principes humanitaires fondamentaux : humanité, impartialité, indépendance et neutralité. L'Union doit être plus efficace et mieux se faire entendre quand il s'agit de défendre l'état de droit, la liberté et les droits de l'homme, y compris les droits socioéconomiques et écologiques dans et en dehors de ses frontières. Elle doit notamment ouvrir la marche lorsqu'il s'agit d'établir des règles obligatoires relatives à la responsabilité sociale des entreprises.

L'Union européenne est loin d'avoir accompli les Objectifs du millénaire pour le développement qui comprennent la lutte contre la pauvreté, contre la famine, contre la destruction de l'environnement et contre l'exclusion des femmes. Toutefois, nous y voyons une motivation pour promouvoir de nouveaux objectifs ambitieux de durabilité. C'est pourquoi nous réclamons que la révision des Objectifs du millénaire pour le développement soit associée à celle de la stratégie de l'ONU pour un développement durable. Cela permettrait de définir des objectifs communs dans un seul et unique cadre, de sorte à éradiquer la pauvreté et à promouvoir le développement durable après 2015. Nous appelons les pays membres à honorer leurs engagements de contribuer à l'aide au développement à hauteur de 0,7 % du produit intérieur brut (PIB).

L'UE devrait inscrire les droits de l'homme aussi bien dans sa politique étrangère que dans sa politique commerciale. De même, la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent, les paradis fiscaux, les flux illégaux de capitaux et les structures fiscales dommageables doit figurer parmi les priorités du programme de développement de l'Union.

Nous voulons faire avancer la lutte contre la traite des êtres humains et nous y parviendrons s'il existe une étroite collaboration à l'échelle internationale dans les domaines

des poursuites pénales et de la protection des victimes. Il est indispensable, précisément pour pouvoir aider les victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, de leur garantir un plein accès à une aide et un conseil, en plus des mesures de protection préventives. En outre, il faut les aider en leur offrant un refuge sûr, un soutien matériel, des soins médicaux ainsi qu'un permis de séjour, du moins pour une période appropriée. Cela encouragerait les victimes à témoigner et faciliterait la traduction des auteurs en justice.

## 18. Instaurer une politique de paix

Cette année, nous commémorons le centenaire de la Première Guerre mondiale. L'Union européenne a été créée pour instaurer la paix après deux guerres désastreuses et pour remplacer les confrontations par la coopération. Quelle que soit l'amertume que l'on peut aujourd'hui ressentir sur les lacunes actuelles que présente l'UE, il ne faut en aucun cas oublier cet énorme acquis qui recèle la promesse que la paix est possible non seulement en Europe mais aussi dans le monde. Une Europe unie devrait faire tout ce qui est en son pouvoir pour contribuer à cette paix.

déi gréng veulent que l'Union européenne prône activement la non-violence, une culture du dialogue et de la médiation, la réconciliation et la coopération. L'UE assume un rôle capital, qu'elle doit continuer d'exercer, dans la prévention des conflits, la résolution civile des conflits, le désarmement, le contrôle des armes, la consolidation et le maintien de la paix. Il faut continuer de soutenir l'« équipe commune pour l'aide à la médiation » créée sous l'égide du Service européen pour l'action extérieure.

De même, nous sommes d'avis que l'Union européenne doit aider les Nations unies à obtenir des instruments plus efficaces pour désamorcer les conflits, voire pour imposer la paix si nécessaire. Toutes les tentatives actuelles et futures de transformer le secteur militaire des pays membres en une puissance commune de la défense devraient servir en priorité la politique étrangère commune en matière de sécurité pour uniquement faire progresser la paix et la désescalade de la violence. Cela permet d'augmenter les éventuelles capacités que l'Union devrait mettre à la disposition de l'ONU.

Nous considérons le concept de la « responsabilité de protéger » de l'ONU comme un progrès, mais l'Union doit également apporter sa contribution afin de mieux préciser et ancrer les règles d'application de ce concept. L'UE doit aider à promouvoir les piliers de la paix en prônant la liberté, l'éradication de la pauvreté et une meilleure compréhension mutuelle entre les cultures. Il est dorénavant important de renforcer le contrôle parlementaire des opérations militaires de l'UE en associant le Parlement européen au processus décisionnel.

Les Verts européens ont réussi à faire en sorte qu'une plus grande part du budget de l'UE soit consacrée à la consolidation de la paix ainsi qu'à la prévention des conflits. Nous soutenons aussi cette idée de créer un Corps européen pour la paix et un Institut européen pour la paix. Nous nous opposons à l'utilisation des ressources budgétaires de l'Union pour mener des recherches militaires visant à développer des drones européens et ne voulons en aucun cas que l'Europe devienne un entrepôt atomique. Nous continuerons de lutter pour le désarmement nucléaire (« Global Zero ») et d'engager des mesures concrètes pour que soit créée en Europe et au Proche-Orient une zone exempte d'armes de destruction massive. déi gréng veulent également interdire les armes qui, par exemple, contiennent de l'uranium appauvri et du phosphore blanc. Il faut également interdire les investissements des banques européennes, des fonds de pension, des compagnies d'assurance et autres entreprises de production de mines terrestres et d'armes à sous-munitions.

Le commerce européen des armes avec le Moyen-Orient et le Proche-Orient accentue l'incertitude politique dans ces régions. déi gréng veulent enrayer ce commerce et empêcher de telles exportations, y compris celles des technologies de surveillance lorsqu'elles risquent d'être utilisées contre les mouvements de libération et les contestations civiles. Les

assassinats ciblés extraterritoriaux commis en marge des conflits armés à l'aide de drones ont dépassé les frontières de l'état de droit en vigueur. déi gréng appellent l'Union à ne pas participer à des interventions, qui ont lieu sous le prétexte du droit international humanitaire et des droits de l'homme mais sans mandat de l'ONU et à se rallier aux membres de l'ONU qui prônent une interdiction du recours à ces drones entièrement automatiques à l'échelle mondiale.

## 19. Fonder une politique d'asile et d'immigration

Chaque année, des milliers de personnes meurent aux frontières extérieures de l'Europe. Nous avons pourtant le devoir de garantir la protection des réfugiés. Seules 4 500 personnes sont accueillies chaque année en Europe tandis qu'elles sont 80 000 chaque année aux États-Unis. déi gréng refusent le système restrictif imposé par l'UE et les pays membres. L'agence européenne Frontex, chargée de la protection des frontières, doit impérativement respecter les normes en matière de droits de l'homme. Pour ce faire, il faut réviser ses mandats afin que ceux-ci couvrent aussi les « sauvetages en mer ».

Nous réclamons une révision radicale du règlement Dublin III, de sorte que les demandeurs d'asile puissent eux-mêmes choisir le pays dans lequel ils souhaitent demander l'asile. Les pays membres doivent pour ce faire partager la responsabilité. Plutôt que de se cloîtrer, l'Union européenne doit mener de front sa politique des réfugiés et d'immigration, sa politique de développement, ses politiques en matière de commerce extérieur et de droits de l'homme. Nous devons permettre d'accéder légalement et en toute sécurité à l'Union européenne et mettre en place des visas humanitaires. Nous proposons de sceller un accord avec les pays méditerranéens afin de prévenir tout autre drame ou décès.

Nous, les Verts européens, avons gagné notre lutte pour la création d'un programme européen commun de réinstallation ainsi que celle pour le financement de programmes de réinstallation destinés aux réfugiés qui se trouvent dans une situation de crise humanitaire, par exemple dans les camps de réfugiés syriens. Les États membres doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour utiliser ces moyens financiers et faire preuve de solidarité sur la question de l'accueil des réfugiés, non seulement sur le territoire de l'UE, mais également envers les régions limitrophes concernées.

## 20. Aborder le changement climatique

Durant plusieurs années, l'Union européenne a exercé un rôle positif dans les négociations internationales sur le climat. Or cela semble avoir changé ces derniers temps. L'un des objectifs majeurs de déi gréng en matière de politique extérieure consiste à refaire de l'Europe un acteur leader dans la lutte contre le changement climatique et la destruction de l'environnement. Le changement climatique provoque des dégâts dans le monde entier et des souffrances dues à la désertification, l'érosion des sols, des pluies excessives ou l'élévation du niveau de la mer. Nous voulons intégrer le concept de réfugié climatique dans le droit international. Il faut donc que l'Union joue un rôle leader aussi bien dans les institutions internationales que sur son territoire dans le cadre des négociations sur l'atténuation des effets du changement climatique. Elle doit renforcer son soutien à l'éradication du changement climatique et adopter des mesures d'adaptation en conséquence. Le financement de la lutte contre le changement climatique est crucial pour les pays en développement et déi gréng rappelleront ses promesses et sa responsabilité à l'UE.

Le financement de la lutte contre le changement climatique doit être consenti en plus de l'aide au développement. Ainsi l'Union devrait par exemple allouer une large part des recettes générées par la taxe européenne sur les transactions financières au financement de

l'aide au développement et de la lutte contre le changement climatique. Il faut également que l'intégration de l'environnement dans les projets de développement soit au cœur de la stratégie européenne de lutte contre le changement climatique, qui comprend aussi l'éradication efficace du changement climatique et l'adaptation nécessaire à ce phénomène.

## **21. Bâtir une politique de voisinage et l'élargissement de l'Union**

L'Europe joue un rôle indispensable dans le renforcement de la stabilité et de la démocratie dans son voisinage immédiat. C'est pourquoi déi gréng s'en tiennent à la politique d'élargissement de l'Union et souhaitent consolider le partenariat oriental, notamment notre engagement envers des pays comme l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie. L'Union européenne devrait coopérer avec les différentes sociétés civiles, accorder l'asile aux défenseurs de la liberté et de la démocratie et attribuer des bourses aux jeunes.

Nous souhaitons que l'UE se concentre sur les transitions démocratiques de ses pays voisins en mer Méditerranée et en Europe orientale. Nous encourageons la perspective de l'élargissement de l'Union vers tous les pays des Balkans occidentaux et n'excluons aucun de ces pays d'une éventuelle adhésion, à condition qu'il remplisse les critères d'adhésion. Nous voulons engager des négociations d'adhésion équitables et crédibles avec la Turquie, afin d'obtenir ainsi également des progrès au niveau du respect des droits de l'homme et de l'état de droit. De plus, l'Union doit intensifier ses partenariats avec d'autres organisations régionales en Afrique, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine.

## **22. Adopter une politique de sécurité alternative**

Il est indispensable d'améliorer la coopération policière et judiciaire, notamment en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé, la criminalité environnementale et économique.

Nous soutenons la création d'un parquet européen pour lutter contre la fraude avec des fonds européens. Le mandat d'arrêt européen doit absolument être réformé afin de mettre un terme aux extraditions excessives dues à des infractions mineures. La coopération des autorités répressives devrait se baser sur des droits procéduraux reconnus pour les suspects, les témoins et les victimes.

Les migrantes et migrants ainsi que les minorités ne doivent pas être stigmatisés et perçus comme des criminels. déi gréng ne sont pas prêts, sous prétexte qu'il faut garantir la sécurité collective, à soupçonner n'importe qui et s'opposent à une surveillance permanente et totale par l'État.

Depuis le 11 septembre 2001, l'espionnage et la surveillance ont pris une grave ampleur et une majeure partie de nos libertés a été sacrifiée en faveur d'une prétendue sécurité collective. En outre, le développement rapide des technologies permet de sauvegarder toutes les données et de contrôler ultérieurement leur utilité. En conséquence, les limites entre les sociétés démocratiques et les États policiers s'estompent de plus en plus. Il faut renforcer les contrôles réciproques afin que les autorités répressives et les services secrets adoptent uniquement les mesures impératives et appropriées qu'on peut attendre de leur part. Les lanceurs d'alerte tels qu'Edward Snowden devraient bénéficier d'une protection. L'Union européenne devrait interrompre toute négociation commerciale avec les États-Unis tant que les services secrets américains ne mettent pas un terme à la surveillance généralisée des citoyennes et citoyens européens ainsi que des habitantes et habitants de l'Union.

La sauvegarde des données des passagers du trafic aérien représente une entrave majeure dans la vie privée. Il convient dès lors d'améliorer l'accord entre les États-Unis et l'Europe à cet égard par la voie d'une renégociation.

## 23. Entretien des relations commerciales internationales

Le Parlement européen joue un rôle capital dans les relations commerciales européennes, car il peut mettre son veto à un accord commercial, par exemple à l'accord commercial anticontrefaçon (ACTA). Toutefois, il est impératif que, pendant les négociations commerciales, il y ait plus de transparence pour le Parlement européen. déi gréng prônent un système commercial multilatéral. Le commerce doit être équitable et ne devrait pas saper le modèle social européen. Pour ce faire, les règles commerciales devraient être subordonnées aux droits de l'homme, aux droits sociaux et environnementaux ainsi qu'aux normes environnementales les plus strictes.

Le commerce devrait encourager, non pas entraver, le développement des pays les plus pauvres ainsi que la transition vers un modèle de développement écologique, social, équitable et démocratique. Cela comprend la création d'accords commerciaux qui encouragent un comportement d'investissement étranger responsable tout en accordant suffisamment de marge politique aux pays en développement pour qu'ils suivent leurs propres stratégies de développement. En outre, les marchés de l'Union doivent s'ouvrir aux pays les moins développés et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) doit être radicalement réformée pour être plus favorable au développement.

Actuellement, de nombreux accords commerciaux bilatéraux de l'Union sont négociés, notamment le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement avec les États-Unis (TTIP). déi gréng s'opposent au manque de transparence de ces négociations. déi gréng défendent non seulement les intérêts publics et la protection des données, les normes pour l'environnement, la santé, l'agriculture, la protection des consommateurs et le travail, mais ils s'engagent aussi pour consolider tous ces éléments afin de mettre en place le « Green New Deal ». Nous refusons que des produits issus des biotechnologies arrivés sur le marché américain obtiennent systématiquement une autorisation pour l'Union européenne. Nous nous opposons à tout assouplissement de la législation européenne sur ce point. Nous rejetons l'idée que des entreprises privées puissent porter plainte contre des gouvernements élus par voie démocratique dans le but d'imposer leurs propres intérêts au détriment de réformes sociales ou environnementales. Nous nous mobiliserons contre tout accord commercial qui ne sera pas conforme à ces principes.

## **Pour une démocratie vivante**

Le véritable remède à la crise consiste à instaurer plus, et pas moins, de démocratie. Nous pensons qu'une participation accrue des citoyens à la vie civique, le devoir de responsabilité et la transparence sont des facteurs essentiels au renforcement de la légitimité pour la future collaboration européenne. Nous, les Verts européens, plaidons pour une plus grande transparence à tous les niveaux du processus décisionnel : depuis la Commission jusqu'aux États membres en passant par les autres organes européens. Cela signifie toutefois aussi que les citoyennes et citoyens peuvent influencer l'avenir de l'Union en participant aux élections.

### **24. Égalité entre les femmes et les hommes**

déi gréng préconisent l'intégration de la question du genre dans tous les grands domaines de la politique de l'UE. La démocratie du genre signifie que les femmes peuvent participer sur un pied d'égalité avec les hommes à la vie publique et aux processus de prise de décision au sein des institutions et des entreprises. C'est pourquoi nous soutenons la proposition de la Commission visant à introduire des quotas de femmes dans les conseils d'administration des entreprises. À la vitesse actuelle, il faudrait attendre encore 50 ans avant que 40 % des sièges des conseils d'administration ne soient occupés par des femmes. C'est la raison pour laquelle nous exigeons un quota contraignant pour atteindre cet objectif à l'horizon 2020.

Pour établir une véritable égalité entre les femmes et les hommes, l'UE a besoin d'une approche plus globale sur la problématique des violences perpétrées en raison du genre, par exemple d'une directive européenne pour éviter les violences commises contre les femmes (prévention, protection, poursuites judiciaires) qui engloberait également les abus sexuels commis au sein du mariage et de la relation de couple.

### **25. Faire participer les citoyennes et citoyens aux prises de décision**

Nous voulons améliorer les possibilités d'encourager une meilleure participation des citoyens à la démocratie. déi gréng ont contribué à lancer l'initiative citoyenne européenne. Il est temps d'aborder l'étape suivante : nous voulons étendre la marge de manœuvre de l'initiative citoyenne européenne, la rendre plus efficace et plus favorable aux citoyens. Nous souhaitons également constituer une base juridique pour un référendum à l'échelle européenne. Les exemples des initiatives citoyennes contre la privatisation de l'eau (« right2water ») et notre pétition pour la diversification des semences ont montré que l'engagement des citoyens et citoyennes mène à une réelle participation démocratique aux prises de décision.

Nous allons continuer à nous battre contre les intérêts des lobbies puissants de l'industrie agrochimique et des producteurs industriels de semences, dotés d'un réseau de relations solide et bénéficiant de soutiens financiers importants. Nous revendiquons la souveraineté alimentaire, pour que les citoyens gardent le contrôle sur leur alimentation, la production des denrées alimentaires et les processus de transformation. Dans un pays membre de l'Union où les citoyennes et citoyens sont privés de leurs droits sans que le système juridique de ce pays ne leur donne de moyens juridiques de s'y opposer, ces citoyennes et citoyens doivent pouvoir tenter des procédures judiciaires auprès de la Cour de justice de l'Union européenne.



## 26. Renforcer le rôle des député-e-s

En votant pour les député-e-s du Parlement européen, les citoyennes et citoyens ont un droit de codécision dans de nombreuses questions d'actualité, qu'il s'agisse du changement climatique, de la réglementation bancaire, de la question des réfugiés ou du chômage des jeunes. De même, nous voulons assigner un plus grand rôle au Parlement européen dans la gestion des crises européennes et dans la politique économique. Nous voulons baisser l'âge minimum requis pour voter à 16 ans pour le Parlement européen et permettre de constituer des listes avec des candidats transnationaux.

Les partis politiques devraient, dans toute l'Union, établir un système de quotas homme-femme à appliquer aux listes des candidats pour les organes politiques et les élections. Les États membres doivent proposer une femme et un homme pour la nomination des membres de la Commission. Le Parlement européen et les parlements nationaux devraient se fixer comme objectif la parité homme-femme à la présidence et à la vice-présidence dans leurs parlements.

Le Parlement européen doit se montrer responsable dans l'exercice de son influence, accrue suite au traité de Lisbonne, et ne pas se laisser piétiner par les intérêts des lobbies. De même, il faut apporter plus de transparence et de devoir de responsabilité au sein de l'Union européenne.

Pour amorcer un débat plus large et plus ouvert, il est indispensable que les parlements nationaux assument une responsabilité accrue en améliorant le contrôle de leur gouvernement pour les questions européennes. Nous voulons aussi accorder plus de marge de manœuvre aux parlements nationaux afin qu'ils puissent réagir lorsque l'Union européenne ne respecte pas les règles de la subsidiarité et qu'elle excède ainsi ses compétences. Les parlements nationaux devraient également avoir plus d'occasions de collaborer avec le Parlement européen.

## 27. Lutter contre la corruption et la fraude

L'Union européenne a besoin d'une meilleure politique de lutte contre la corruption et d'instruments plus efficaces pour lutter contre le crime organisé. Moins de corruption, c'est plus de démocratie et de devoir de responsabilité, mais aussi une meilleure compétitivité de l'économie européenne. Lorsque des fonctionnaires ou des député-e-s de l'Union sont corrompus par des lobbyistes, il faut qu'ils en subissent clairement les conséquences. Aujourd'hui encore, les grandes entreprises ont toujours trop d'influence sur la Commission. Les groupes d'experts nommés par la Commission se composent encore de 80 % de représentants de grandes entreprises, en dépit des promesses de changement .

Il importe d'introduire une ordonnance pour aborder le problème du « pantouflage ». Les hauts fonctionnaires quittant les institutions européennes ne doivent pas immédiatement avoir la possibilité de travailler dans le secteur privé qu'ils ont réglementé pendant leur mandat.

Nous voulons protéger la démocratie de la corruption en limitant et en rendant totalement transparent le financement des partis politiques, des candidats et des campagnes électorales. L'Union doit adopter un rôle pionnier à ce niveau, en élaborant des règles strictes qui garantissent la transparence du financement des partis et des candidats politiques nationaux qui se présentent aux élections européennes. Nous voulons donner des instruments plus puissants à la Cour de justice de l'Union européenne et à la Cour des comptes européenne pour leur permettre de mieux contrôler les dépenses des fonds européens, et ainsi d'agir aussi bien contre la corruption au sein des institutions européennes qu'en cas de problèmes plus graves dans les États membres.

## 28. Augmenter les ressources propres du budget de l'Union

Le budget de l'Union doit davantage se baser sur des fonds propres afin de diminuer la dépendance aux contributions nationales. Lors de négociations entre les gouvernements, l'intérêt commun est souvent négligé. Déjà gréng ont entrepris une lutte obstinée pour renforcer le devoir de responsabilité et la transparence dans les questions budgétaires. Nous prônons également une plus grande participation à la vie civique en octroyant le droit aux citoyennes et citoyens de se présenter à des initiatives de projets pilotes approuvées par la commission des budgets du Parlement européen.

## 29. Établir une Charte numérique des droits fondamentaux

Au Parlement européen, déjà gréng comptent parmi les pionniers en matière de droits numériques. Nous avons contribué à stopper l'ACAC (ACTA), et nous revendiquons une loi européenne drastique sur la protection des données, une stricte neutralité et de culture moderne du réseau. Il est grand temps d'entreprendre aussi la lutte pour les droits du citoyen dans le monde numérique, de consolider et d'imposer nos droits fondamentaux dans le monde numérique comme dans le monde réel. Nous avons besoin d'une nouvelle Charte numérique des droits fondamentaux qui interdit entre autres la surveillance généralisée et systématique des personnes.

La numérisation de notre mode de vie présente le risque que les libertés et droits individuels soient limités, voire même anéantis, par la collecte invisible et incontrôlée des données, par exemple via des moteurs de recherche, des réseaux sociaux, des surveillances de téléphones mobiles, des caméras de surveillance, des données conservées. Les révélations d'Edward Snowden sur l'espionnage systématique, politique et économique de la NSA, concernant entre autres les institutions européennes, ont montré que la protection des données doit faire partie intégrante de notre société moderne interconnectée, au même titre que la protection de l'environnement contribue au fonctionnement de l'économie. C'est pourquoi déjà gréng plaident pour une autodétermination en matière d'information, des lois strictes sur la protection des données et une minimisation de la collecte des données pour ce qui est des données à caractère personnel. Nous voulons annuler la directive européenne relative à la conservation des données.

Seule une bonne protection des données, harmonisée à l'échelle européenne, telle qu'elle a été défendue par le rapporteur vert au Parlement européen et telle qu'elle fait aujourd'hui l'objet de négociations avec les gouvernements, nous permettrait de protéger efficacement les droits des citoyennes et citoyens et d'exiger des normes internationales élevées.

Cependant, les technologies modernes d'information et de télécommunication ouvrent de nouvelles perspectives d'apprentissage, de partage et de multiplication des connaissances et des cultures, de créativité et d'innovation technologique, de participation politique et d'échange international. Internet en particulier est devenu un outil d'émancipation sociale et de liberté d'expression. De fait, il est indispensable de protéger la neutralité du réseau, c'est-à-dire d'assurer un même accès à Internet et les mêmes conditions d'utilisation pour tous. Or ces derniers temps, le principe de la neutralité du réseau est mis à mal. C'est pourquoi déjà gréng plaident pour l'insertion contraignante d'une définition stricte de la neutralité du réseau dans le droit européen.

## 30. Préserver l'état de droit

L'union européenne d'États a été fondée sur les valeurs du respect de la dignité humaine, de la liberté, de la démocratie, de l'égalité, de l'état de droit et du respect des droits de l'homme. Déjà gréng ne tolèrent aucun compromis lorsqu'il en va des droits de l'homme.

Pluralisme, non-discrimination, tolérance, justice, solidarité et égalité entre les femmes et les hommes doivent être des facteurs essentiels. Les femmes manquent cruellement dans les institutions européennes. Une véritable démocratie requiert une participation égalitaire des femmes à la vie civique.

Dans de nombreux États membres, les citoyennes et citoyens homosexuels, bisexuels, intersexuels et transsexuels ne bénéficient toujours pas des mêmes droits que les hétérosexuels. déi gréng exigeront une politique efficace de lutte contre les discriminations afin de remédier à ces injustices. Nous plaidons depuis longtemps pour que les directives antidiscrimination soient étendues à des directives sur l'égalité de traitement.

Afin de préserver et de reconnaître les droits démocratiques, nous devons maintenir l'intégrité et l'état de droit aussi bien à l'échelle de l'Union qu'à l'échelle nationale. Si, dans un État membre, ces principes sont bafoués, l'Union européenne ne dispose pas d'instruments efficaces de contrôle et de sanction. C'est pourquoi déi gréng réclament la création d'une commission qui vérifie, dans le respect des traités de l'Union et de la Convention européenne des droits de l'homme, que les exigences démocratiques imposées aux candidats à l'adhésion à l'Union sont également respectées par les États membres. Il faut garantir que, après l'adhésion, il n'y ait pas d'autoritarisme ou de népotisme. Les restrictions actuelles de la Charte des droits fondamentaux devraient être abolies, de sorte que l'impressionnante liste des garanties et les possibilités de protection s'appliquent en pratique à tous les citoyennes et citoyens, peu importe où ils vivent.

### **31. Instaurer une réforme démocratique verte de l'Union**

La démocratie n'est jamais entièrement aboutie. Le changement climatique et la mondialisation représentent deux défis qu'il faut relever en engageant un meilleur processus décisionnel. déi gréng sont convaincus que le cadre institutionnel actuel de l'Union européenne ne possède pas les qualités requises pour faire face à la situation actuelle. Développer la zone euro et l'union bancaire signifie que nous avons besoin de réformes démocratiques adéquates qui consolident les institutions européennes.

Nos propositions d'instaurer plus de démocratie, davantage de transparence et d'état de droit à l'échelle de l'Union requièrent des modifications substantielles dans le fonctionnement de l'Union. Le Parlement européen devrait avoir le droit d'initiative législative. Il faut lui octroyer un pouvoir législatif de codécision tandis que les droits de veto nationaux doivent être réduits. D'un autre côté, il est indispensable de prendre plus de décisions proches des citoyens.

L'Europe a besoin d'efforts énergiques en faveur de l'intégration. C'est pourquoi nous voulons adopter une convention démocratique qui définisse l'avenir de l'intégration européenne ; une convention qui inclue une forte participation parlementaire, une forte participation de la société civile et dont les procédures doivent être totalement transparentes et démocratiques. Les citoyennes et citoyens européens devraient être consultés par referendum à l'échelle de l'Union.

### **32. Pour une culture vivante**

déi gréng s'engagent pour que les programmes culturels existants de l'UE (par exemple destinés à des films ou à des projets transnationaux dans d'autres domaines culturels) soient reconduits. Il est important de supprimer les barrières administratives, pour que des structures plus modestes puissent également bénéficier des fonds européens.

Par ailleurs, déi gréng s'engageront pour que les artistes puissent travailler plus facilement au-delà de leurs frontières nationales, car souvent la libre circulation des personnes

travaillant dans le domaine culturel est très limitée en raison des réglementations nationales et des lourdeurs administratives.

déi gréng sont favorables à ce que les travailleurs culturels reçoivent une rémunération appropriée pour leurs prestations et pour l'utilisation de leurs œuvres. Le partage d'œuvres protégées par le droit d'auteur s'oppose au droit d'échanger des biens culturels dans le monde réel. Nous devons résoudre ce conflit et adapter la législation existante aux circonstances de l'ère d'Internet. Nous devons trouver un équilibre juste entre les intérêts des travailleurs culturels et ceux des utilisateurs de leurs œuvres. Mais une réforme sérieuse du droit d'auteur ne peut être mise en œuvre qu'à l'échelle transnationale, voire européenne.

En ce sens, déi gréng s'opposeront à ce que les fournisseurs d'accès à Internet ne deviennent des instances de contrôle et de police, ils encourageront la décriminalisation de l'utilisation non commerciale des œuvres protégées par le droit d'auteur, ils étudieront la possibilité d'introduire une licence de téléchargement forfaitaire (« forfait culture ») dans les abonnements à Internet, dont les recettes serviront à rémunérer les auteurs.

### **33. Sports**

Le sport, et plus particulièrement le sport pour tous, favorise la cohésion sociale au-delà des frontières nationales. Il répond en plus au besoin naturel d'activité physique des enfants et des adolescents. Les activités sportives améliorent la qualité de vie des êtres humains, et cela jusqu'à un âge avancé.

Depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, l'UE a obtenu des compétences supplémentaires dans le domaine du sport et devrait donc jouer un rôle plus important dans ce domaine. Les scandales récents des paris sportifs, les histoires de corruption dans des clubs de football professionnels, les cas de dopage et des évolutions peu réjouissantes dans le monde du sport des jeunes montrent qu'une meilleure coordination européenne est nécessaire pour éviter ces dérives.

déi gréng dialogueront avec les responsables du monde du sport et s'engagent à mettre un terme à ces pratiques déplorables, à mobiliser des lignes budgétaires de l'UE et à les consacrer à des projets transfrontaliers, dans le but d'encourager les aspects du sport qui relie les peuples.